

Réponse écrite au préavis réamendé à l'endroit de Guy Chevette

Le témoignage de Gilles Cloutier à l'endroit de Guy Chevette n'a pas un iota de crédibilité. Tel qu'il sera plus amplement discuté ci-dessous, Gilles Cloutier ment de façon compulsive, se contredit lui-même, change ses versions constamment au gré des questions qui lui sont soumises, et il est démenti catégoriquement par tous les témoignages devant la CEIC pertinents aux allégations de M. Cloutier à l'endroit de notre client, incluant Marc-Yvan Côté, Yves Lortie, Gilles Beaulieu et Guy Chevette, pour ne nommer qu'eux. Il est de toute évidence motivé par une vendetta quelconque contre Guy Chevette. Dans les circonstances, de conclure défavorablement à l'égard de Guy Chevette serait profondément injuste et manifestement déraisonnable.

Conclusion défavorable #1 : « D'avoir accepté, à titre de ministre du MTQ, un pot-de-vin de 100 000 \$ de la firme de génie Roche, par l'entremise de Gilles Beaulieu et Gilles Cloutier, en échange de l'octroi du contrat de la route 125 entre Saint-Donat et Lac-Supérieur. »

Il n'y a aucune preuve de pot-de-vin devant la CEIC concernant Guy Chevette. Même si on admettait, aux fins de discussions, la véracité des propos de Gilles Cloutier, rien dans son témoignage ne supporte une telle conclusion. Gilles Cloutier a en effet lui-même admis à la CEIC qu'il n'avait jamais dit que l'argent dont il parlait était destiné à Guy Chevette (Audience du 14 mai 2013, page 47) :

« Q. [105] Parfait. Donc, comme vous n'avez pas donné à monsieur Chevette, vous avez quand même dit que vous avez donné à monsieur Gilles Beaulieu pour monsieur Chevette? C'est ce que vous dites à madame? »

R. Je n'ai jamais dit que c'était pour monsieur Chevette. C'était deux êtres humains, Beaulieu puis Chevette. Beaulieu, c'est son grand ami. J'ai dit : « Beaulieu, t'es-tu capable de parler avec monsieur Chevette pour qu'on aie ça, ces choses-là? » Il dit : « Oui, je suis ton homme. » Puis on a pris des arrangements. Ça a été tout. »

Gilles Cloutier a également admis à de multiples reprises qu'il n'avait jamais parlé d'argent avec Guy Chevette, ni remis d'argent à Guy Chevette (Audience du 13 mai 2013, pages 83 et 84). Il ne traitait qu'avec Gilles Beaulieu, et c'est à Gilles Beaulieu que, dit-il, il aurait, selon ses prétentions, remis 25 000\$ à titre de premier versement, soi-disant pour qu'il établisse un contact avec Guy Chevette (Audience du 1er mai 2013, page 149). La même chose est vraie quant au soi-disant second versement de 75 000 \$, et dont, selon Gilles Cloutier, Yves Lortie de Roche Ltée (« Roche ») aurait pris charge (Audience du 14 mai 2013, pages 36 et 90). Que Gilles Cloutier ou Roche ait ou non remis 25 000 \$ ou 100 000 \$ à Gilles Beaulieu, aucune preuve ou allégation ne permet de conclure ou d'inférer que cet argent était destiné à Guy Chevette. En conséquence, il est clair, selon nous, que la CEIC n'a aucune preuve devant elle lui permettant de conclure que Guy Chevette aurait accepté un pot-de-vin quel qu'il soit. Pour cette seule raison, la conclusion défavorable #1 est clairement mal fondée.

Mais il y a plus, la thèse même du pot-de-vin de Gilles Cloutier a également été formellement contredite par tous les autres témoins pertinents devant la CEIC. Questionné en audience publique, Guy Chevette a nié avec force les affirmations de Gilles Cloutier à son égard. Il a affirmé de façon claire et non équivoque qu'il n'avait jamais touché ou accepté de soi-disant pot-de-vin de Roche ou de quiconque, ni via Gilles Beaulieu ou Gilles Cloutier, ni autrement. Il a produit ses agendas ministériels et a expliqué la procédure à suivre pour obtenir un rendez-vous avec lui à l'époque. Guy Chevette a également offert à la CEIC la déclaration assermentée de Nathalie Houle et de Paulette Beaudry de son bureau de comté qui, attestent que Gilles Cloutier n'y a jamais mis les pieds, démentant les affirmations de M. Cloutier à cet égard. Finalement, Guy Chevette a expliqué comment il a pris sa décision de transférer le dossier de la route en question à la MRC et il a déclaré sans équivoque que Gilles Cloutier n'avait rien à voir avec cela, qu'il n'en avait jamais parlé avec lui et qu'il ne l'avait pas rencontré en lien avec ce projet. Guy Chevette a

aussi expliqué à la CEIC comment il a financé le voyage de cent jours (et non pas 5 semaines) qu'il a entrepris après avoir quitté la vie politique (à même un don du Parti Québécois), et comment sa décision de quitter la politique fut prise brusquement, en janvier 2002 dans des circonstances imprévues et hors de son contrôle. M. Chevette a expliqué que les affirmations de Gilles Cloutier à cet égard, en lien avec le soi-disant pot-de-vin était de la pure fabrication. Le témoignage de Guy Chevette est corroboré par de nombreux autres témoins de la CEIC.

Ainsi, Marc-Yvan Côté (qui selon Gilles Cloutier aurait approuvé le soi-disant paiement de 100 000 \$ à Gilles Beaulieu (Audience du 1er mai 2013, page 161) a formellement contredit le témoignage de Gilles Cloutier (Audience du 11 juin 2014, pages 313-314) :

« Q. [1222] Alors, vous nous dites « Non ». Est-ce que Roche ou vous avez offert de l'argent comptant à un député, un ministre du gouvernement du Québec, un membre d'un cabinet politique, pour obtenir un contrat public de la municipalité de la Matawinie relativement au prolongement du lien routier entre Saint-Donat et Mont-Tremblant?

R. Je peux répondre pour moi?

Q. [1223] Oui.

R. Alors c'est non.

Q. [1224] C'est non. Alors, il a pas été...

16:55:06

LA PRÉSIDENTE :

Q. [1225] Pourquoi dites-vous vous pouvez répondre pour vous?

R. Non, non, bien c'est parce que, si j'ai bien compris la question, c'était est-ce que vous...

Q. [1226] Ça englobait tout le monde?

R. Oui, oui, ça englobait tout le monde. Donc je parle de moi, là.

Me ESTELLE TREMBLAY :

Q. [1227] Vous ou Roche. Mais est-ce quelqu'un, vous avez entendu dire que quelqu'un chez Roche aurait pu soudoyer un ministre?

R. Pas avant la Commission.

Q. [1228] Pas avant la Commission. Bon. Est-ce que vous avez eu des discussions avec monsieur Gilles Cloutier à ce sujet-là?

R. Non.

Q. [1229] Pour remettre vingt-cinq mille dollars (25 000 \$) à monsieur Chevette par l'intermédiaire de monsieur Beaulieu?

R. Non. »

Le témoignage de Marc-Yvan Côté est clair, précis, direct et sans équivoque. Il n'a aucun intérêt à mentir et à dissimuler des faits à la CEIC. De plus, il est un adversaire politique de Guy Chevette. Sa crédibilité est absolument irréprochable (à la différence de celle de Gilles Cloutier, tel qu'il sera discuté plus amplement ci-dessous).

De même, Yves Lortie, alors responsable du dossier de la route 125 entre Saint-Donat et Lac-Supérieur pour Roche (et qui selon Gilles Cloutier serait celui qui aurait pris en charge le paiement du soi-disant solde de 75 000 \$ (Audience du 14 mai 2013, pages 36 et 90), a produit un affidavit à la CEIC où il nie catégoriquement et de façon très convaincante tout paiement et tout pot-de-vin :

« 7. Selon M. Cloutier, j'aurais moi-même pris la responsabilité du paiement du solde de 75 000 \$ sur ce soi-disant pot-de-vin de 100 000 \$; (...)

9. Les affirmations de M. Gilles Cloutier telles que décrites aux paragraphes 4 à 8 ci-dessus sont fausses et sans fondement;

10. Je n'ai jamais remis quelque pot-de-vin que ce soit à Guy Chevrette, ni à lui directement, ni par l'intermédiaire de quiconque, incluant Gilles Beaulieu;

11. Je n'ai pas non plus pris la responsabilité de tels paiements;

12. À ma connaissance, Roche n'a jamais versé quelque paiement ou pot-de-vin que ce soit à Guy Chevrette ou à Gilles Beaulieu pour Guy Chevrette en relation avec l'un ou l'autre de ces deux projets de construction de route identifiés par Gilles Cloutier; ».

De l'aveu même de Gilles Cloutier, Yves Lortie était la personne responsable du projet chez Roche. Il n'existe aucune base pour remettre en cause la crédibilité d'Yves Lortie, ni la véracité de son témoignage.

Gilles Beaulieu, identifié à de multiples reprises par Gilles Cloutier, a également produit un affidavit devant la CEIC dans lequel il nie clairement, de façon non équivoque, le témoignage de Gilles Cloutier :

« 3. Contrairement à ce qu'affirme M. Cloutier, je n'ai pas été impliqué dans une histoire de trafic d'influence entre lui (et/ou Roche Ltée (« Roche »)) et Monsieur Guy Chevrette concernant la route qui a été appelée à la Commission la « route de St-Donat », ni d'ailleurs dans n'importe quel autre contexte.

4. En particulier, je n'ai jamais ni demandé ni obtenu 100 000 \$ (ni quelque autre somme que ce soit) pour le compte de M. Chevrette, ni à Gilles Cloutier, ni à qui que ce soit d'autre chez Roche (ni d'ailleurs auprès de quelque autre firme, compagnie ou individu).

5. L'affirmation faite par le M. Cloutier - à l'effet qu'il m'aurait remis un versement initial de 25 000 \$ pour M. Chevrette- est également fausse. Je n'ai pas non plus remis une telle somme à M. Chevrette.

6. L'affirmation faite par le M. Cloutier concernant le paiement d'un soi-disant solde de 75 000 \$ qui m'aurait été remis pour le compte de M. Chevrette par Roche via Monsieur Yves Lortie (ou d'une quelconque autre façon) est fausse également. Je n'ai pas non plus remis une telle somme à M. Chevrette.

7. Contrairement aux affirmations de M. Cloutier je n'ai pas organisé, sollicité ou participé à une soi-disant rencontre au bureau de M. Chevrette (ou ailleurs) avec M. Cloutier concernant ladite route, et ce, à quelque moment que ce soit, et, au meilleur de ma connaissance, une telle rencontre ne s'est jamais tenue. »

Encore là, il n'existe aucune base dans la preuve produite devant la CEIC pour remettre en cause la crédibilité et la véracité du témoignage de Gilles Beaulieu.

Shirley Bishop et Jocelyn Jalette ont également produit des affidavits, pièces à l'appui, dans lesquels ils confirment à la CEIC que Guy Chevrette a bel et bien reçu 25 000 \$ du Parti Québécois pour ses 25 ans de vie politique, et que c'est cette somme qui a financé le voyage de cent jours de M. Chevrette. Le témoignage de Mme Bishop, qui est était alors la conjointe de M. Chevrette, est clair et sans équivoque sur la façon dont les dépenses relatives à ce voyage ont été effectuées, ne laissant aucune ambiguïté sur le fait que M. Chevrette et Mme Bishop ont assumé eux-mêmes celles-ci. Il n'existe aucune base dans la preuve produite devant la CEIC pour remettre en cause la crédibilité et la véracité des témoignages de Shirley Bishop et de Jocelyn Jalette.

En comparaison de tous les témoins mentionnés ci-dessus, la crédibilité de Gilles Cloutier est nulle. Son témoignage est confus, hésitant, approximatif et fréquemment contradictoire. En particulier, sur la

question précise du pot-de-vin qui fait l'objet de la présente, l'audience a démontré hors de tout doute que Gilles Cloutier mentait. En effet, tel qu'il appert de la pièce 61P-685.2, en parlant du même soi-disant pot-de-vin à Marie-Maude Denis de Radio-Canada en 2012, Gilles Cloutier avait énoncé une histoire tout à fait différente de celle racontée à la CEIC :

« DENIS : *Pis combien vous lui avez donné à Chevrette ?*

CLOUTIER : *À Beaulieu.*

DENIS : *À Beaulieu.*

CLOUTIER : *Euh ... comme j'te dis, y a eu ... moi, j'y ai donné une première tranche pis c'est Lortie qui s'est occupé du dossier après.*

DENIS : *Mais vous ... vous personnellement, vous lui avez donné combien ?*

CLOUTIER : *25.*

DENIS : *25 000. Pis c'était pour Gilles Beaulieu ?*

CLOUTIER : *C'était pas pour Gilles Beaulieu. Gilles Beaulieu y était tchum avec Chevrette. C'était pour euh ... Chevrette qui fasse les choses ensuite là. C'est. .. moi, je l'sais pas c'qui se disait entre Beaulieu pis Chevrette. C'était deux grands tchums. C'est lui qui était autour de ça.*

DENIS : *Pis est-ce qu'y avait un contrat précis? Est-ce que ...*

CLOUTIER : *La réfection de la Route 158 à Sainte-Julienne. Avoir la subvention pis faire les travaux.*

DENIS : *C'est quoi cette route-là ? C'est. ..*

CLOUTIER : *Ben, pas 158, 125. La Route 125 à Sainte-Julienne dans le village.*

DENIS : *OK.*

CLOUTIER : *C'est un contrat de trois millions et demi.*

DENIS : *Que Roche a eu. Pis qu'est-ce que Chevrette pouvait faire pour euh ... pour vous donner ce contrat-là?*

CLOUTIER : *Ben, au départ avoir la subvention pis y a parlé au maire. »*

Placé devant cette incompatibilité évidente entre les deux versions de son histoire, Gilles Cloutier a répondu de façon évasive, et il en a rejeté le blâme sur la journaliste :

« Q. [31] *Monsieur Cloutier, ce que vous avez dit lors de l'enregistrement que vous venez juste de regarder, vous dites avoir donné un montant de vingt-cinq mille dollars (25 000 \$) pour la réfection de la Route 125. Est-ce que vous...*

R. *Bien, c'était...*

Q. [32] *Mais c'est exact que vous avez dit ça, là, à la journaliste?*

R. *J'ai peut-être dit ça à...*

Q. [33] *Madame Denis.*

R. *Le vingt-cinq mille piastres (25 000 \$), il y en a eu juste un, puis c'était pour la route Tremblant. C'est elle qui s'est trompée hier. Elle a tout mélangé les trois dossiers. Il y avait trois dossiers. »*

Pourtant, l'interview reproduite ci-dessus est limpide, et il est évident que l'histoire émane de lui et non pas de la journaliste. Celle-ci n'a rien « mélangé », ses questions étaient simples et claires. À l'audience devant la CEIC, devant l'incohérence qui persistait entre les deux versions, le Commissaire Lachance a émis l'hypothèse au témoin qu'il s'agissait peut-être de deux pots-de-vin différents, l'un demandé et l'autre donné, ce à quoi Gilles Cloutier a acquiescé (Audience du 14 mai 2013, page 55). Pourtant, on constate bien en relisant l'extrait de l'entrevue reproduit ci-dessus que Gilles Cloutier y parlait d'un 25 000 \$ bel et bien « donné », et non pas simplement « offert ». Avec respect, l'hypothèse mentionnée par le Commissaire Lachance ne se vérifie donc pas. Les deux histoires sont incompatibles, et ce, malgré qu'elles réfèrent au même soi-disant pot-de-vin. Par conséquent, à la face même de son témoignage, Gilles Cloutier ment.

Ce n'est pas là la seule incohérence ou contradiction du témoignage de Gilles Cloutier quant à Guy Chevette, loin s'en faut. Ainsi, dans son interrogatoire en chef, Gilles Cloutier a expliqué comment il serait allé un matin au bureau de comté de Guy Chevette pour le convaincre de transférer le mandat de la route de la municipalité à la MRC, et comment il en serait soi-disant ressorti avec le mandat d'en parler à Mario Turcotte (Audience du 1er mai 2013, pages 141-142) :

« Q. [571] O.K. Donc, je comprends que vous allez, la première étape, il faut sortir, il faut casser cette entente-là si on veut ou sortir Genivar. Donc, votre première étape pour sortir Genivar c'est d'aller convaincre monsieur Chevette que ça n'a pas d'allure puis qu'il faut qu'il fasse quelque chose pour contrer, bien j'allais dire cette entente-là, donc, cette entente-là qu'ils fêtaient à l'avance? »

R. Oui, oui.

Q. [572] Et avez-vous réussi à le convaincre de ça?

R. Oui, monsieur Chevette m'a dit ce matin-là : « Pars tout de suite de mon bureau, va rencontrer Mario Turcotte le directeur régional du ministère à Saint-Jérôme, explique-lui ce que tu m'as, ce qu'on s'est dit ce matin puis demande-lui qu'il m'appelle après. » Après que j'ai fini. »

Ensuite, dans son contre-interrogatoire en mai 2015, Cloutier change substantiellement sa version. Le transfert à la MRC est plutôt une « idée » que Guy Chevette aurait eue et qui lui aurait été communiquée « après quelques semaines » par Gilles Beaulieu. Gilles Cloutier ajoute que lorsqu'il rencontre Mario Turcotte, il connaît déjà la décision du transfert à la MRC « par Beaulieu » (plus tard il corrige et dit « Beaulieu puis Chevette ») (Audience du 25 mai 2015, pages 64-65):

« Q. [140] Non, avant. Là, je suis avant. Relativement à ce projet de...leur avez-vous...j'ai dit « rencontré », leur avez-vous parlé? Oui ou non, ou vous vous en souvenez pas? »

R. Non, j'en ai pas parlé parce que...

Q. [141] Vous en avez pas parlé?

R. ... il y avait rien de décidé...

Q. [142] O.K.

R. ... au bureau de monsieur Chevette.

Q. [143] Parfait. Par la suite...

R. Ça, ça a pris peut-être quelques semaines, Beaulieu et Chevette, c'était un joint, ils parlaient. Beaulieu m'est revenu puis il m'a dit : « Guy Chevette a trouvé une idée, il y aura pas de magouille à Saint-Donat, on va transférer le dossier à la MRC de Matawinie, à Rawdon. »

Q. [144] Guy... Beaulieu vous est revenu en disant : « Guy a eu cette idée-là »?

R. Oui.

Q. [145] O.K.

R. Mais je l'avais moussé à ça, moi, Beaulieu. Puis il a été faire accepter ça par Chevette. Excusez, je dis « Chevette », on pourrait dire Guy Chevette, monsieur Guy Chevette. »

En 2014, Mario Turcotte a également témoigné devant la CEIC sur ses conversations avec Gilles Cloutier. Confronté à la version 2013 du témoignage de Gilles Cloutier il répond d'abord « oui, oui », puis « Oui, c'est plausible qu'il m'ait dit ça ». Il complète par la suite sa réponse de la façon suivante :

« d'après moi, c'est... la version de monsieur Cloutier est plausible puis qu'il soit venu me voir parce qu'il s'occupait du dossier beaucoup et il a dû peut-être rencontrer monsieur Chevette, puis il dit...

Mettons, monsieur Chevrette lui a peut-être... lui a peut-être annoncé que c'était la MRC, puis, lui, il est venu me le dire puis... avec ce que vous venez de dire.

Q. [844] Et...

R. C'est... je trouve ça plausible comme tel.

Q. [845] Il est venu vous le dire en disant « c'est monsieur Chevrette qui m'envoie. » Il avait une commande...

R. Ah!

Q. [846] ... il venait livrer la commande « monsieur Chevrette m'envoie vous dire que c'est maintenant MRC Matawinie. »

R. Oui. Bien, ça, c'est l'inter... ça, c'est l'interprétation de monsieur Cloutier, là. Monsieur Chevrette lui a dit ça, mais, moi, il m'en a parlé qu'il en avait parlé à monsieur Chevrette...

Q. [847] O.K.

R. ... et de le rappeler si je le croyais pas. »

On le constate, la version de Mario Turcotte n'est pas concluante. Il admet que Gilles Cloutier lui dit en avoir parlé avec Guy Chevrette, mais sans plus de détail. Se fiant de toute évidence sur le témoignage de Gilles Cloutier de 2013 (« avec ce que vous venez de me dire »), il ajoute que Gilles Cloutier « a dû peut-être rencontrer monsieur Chevrette » et que celui-ci « lui a peut-être annoncé que c'était la MRC, puis lui il est venu me le dire. »

À tout événement, le témoignage de Gilles Cloutier est invraisemblable. Pourquoi Guy Chevrette aurait-il fait communiquer une information d'une telle importance à quelqu'un de son ministère par un représentant de l'industrie, qui plus est un représentant intéressé par le contrat ? Non seulement l'apparence de partialité aurait été flagrante, mais cette démarche était totalement inutile. Les instructions à Mario Turcotte allaient nécessairement venir du ministère.

De plus, tel qu'expliqué par M. Chevrette en audience (Audience du 9 mai 2014, page 78) son agenda ministériel (Pièce 149P-1671) prouve clairement qu'il n'était pas à son bureau de comté, mais bien à Québec lors des 5-6-7 décembre 2000, moment présumé de la visite de Gilles Cloutier à Mario Turcotte qui aurait été supposément précédée, selon Gilles Cloutier d'une visite au bureau de Guy Chevrette à Joliette. D'ailleurs, comme en fait foi son agenda, M. Chevrette a témoigné à l'effet qu'il avait avisé M. Turcotte lui-même le 6 décembre à Québec du changement de responsabilité du projet vers la MRC (Audience du 9 mai 2014, pages 52-53).

Au total, le témoignage de Mario Turcotte ne prouve qu'une chose, à savoir que Gilles Cloutier est allé le voir suite au changement de responsabilité en faveur de la MRC et qu'il lui aurait dit avoir parlé à Guy Chevrette. Le témoignage de Mario Turcotte ne permet pas cependant de conclure si Gilles Cloutier a effectivement parlé à Guy Chevrette, ni même à Gilles Beaulieu. Gilles Cloutier était en effet clairement très intéressé par ce dossier et il a très bien pu apprendre la nouvelle du transfert de l'un des maires de la MRC, comme Réjean Neveu de Rawdon, ou encore de Yves Gaillardetz DG de la MRC, personnes à qui Guy Chevrette avait parlé à quelques reprises en décembre 2000, avant que la décision de transfert à la MRC ne soit prise (Audience du 9 mai 2014, pages 51-54), et une fois qu'elle eut été prise, courir voir Mario Turcotte immédiatement après, prétendant tenir l'information de Guy Chevrette lui-même.

Bien entendu le témoignage de Mario Turcotte ne corrobore pas non plus d'aucune façon le versement de quelque pot-de-vin que ce soit à Guy Chevrette. Celui-ci affirme au contraire qu'il ne doute aucunement de l'intégrité de Guy Chevrette (Audience du 7 mai 2014, page 266).

Conclusion défavorable #2 : « D'avoir utilisé sa position afin d'influencer la nomination des membres sur le comité de sélection du contrat de la route 125, de façon à ce que des maires de municipalités proches de la firme Roche y siègent, tel que l'avait demandé Gilles Cloutier; »

Encore une fois, la preuve fournie par les autres témoins de la CEIC, dont Mario Turcotte, directeur territorial du MTQ, contredit les allégations de Gilles Cloutier, et, avec respect, elle ne permet pas de soutenir la conclusion défavorable envisagée.

En particulier, Mario Turcotte, à l'égard duquel, il n'existe aucune base pour remettre en cause sa sincérité et sa crédibilité, a expliqué à la CEIC que les instructions reçues de Guy Chevrete étaient de mettre en place un processus « clean » impliquant les cinq maires du « CA » de la MRC (Audience du 7 mai 2014, page 35 et Pièce 146P-1661). Mario Turcotte relate que Guy Chevrete lui a dit « *Moi, Mario, le choix des maires, je m'en mêle pas. Mais, il dit, je veux que le processus soit " clean ".* » C'est suite à cet appel que Mario Turcotte a proposé à la MRC de procéder comme au MTQ, avec un comité de sélection. M. Turcotte précise que la MRC aurait pu procéder de gré à gré et octroyer le contrat à Roche sans appel d'offres, mais qu'elle a accepté sa suggestion et mis en place un comité de sélection composé de trois des maires de la MRC, de M. Gaillardetz, DG de la MRC et de lui-même. Jamais Mario Turcotte ne dit-il que Guy Chevrete aurait influencé la nomination des membres de ce comité de sélection. En fait, Mario Turcotte est même d'avis que Guy Chevrete ne connaissait pas à ce moment la nature précise du processus qui allait être mis en place par la MRC et il explique que c'est lui, Mario Turcotte, qui pour répondre à l'exigence d'avoir un processus « clean » a pris l'initiative de suggérer à la MRC la mise en place d'un comité de sélection (Audience du 7 mai 2014, pages 36-38):

« Q. [100] Alors, je vous laisse continuer. Alors, votre proposition de tenir, de faire ça sur appel d'offres avec des maires...

R. C'est ça.

Q. [101] ... ça c'est la proposition de monsieur Chevrete?

R. C'est son appel... Oui, c'est ça. Bien monsieur Chevrete, lui le processus, je pense qu'il... il savait pas. C'est moi. En fin de compte, c'est moi, comme son représentant, que j'ai pris la responsabilité d'avoir un processus le plus tran... le plus rigoureux possible pour choisir ça. Parce que sans ça, il y avait seulement qu'à en choisir un puis moi je me serais assuré du suivi du reste mais étant donné que j'étais son représentant, il y avait des ch... une somme importante, bien moi j'ai dit, on va prendre... on va utiliser le processus du Ministère comme tel.

Q. [102] Alors est-ce qu'on a formé un comité de sélection?

R. Oui, on a formé un comité de sélection...».

Guy Chevrete quant à lui croit avoir parlé d'un comité de sélection et des normes du MTQ avec Mario Turcotte à l'époque, mais il confirme clairement avoir demandé un processus « clean » ajoutant que « les maires le composeront » (Audience du 9 mai 2014, page 82):

« R. Puis j'ai dit : « Je veux que ce soit "clean". Je veux que vous ayez un comité de sélection. Je prends au moins trois firmes. Puis les maires le composeront. »

Q. [256] O.K.

R. Et puis ils décideront. Puis après ça, bien, ils appliqueront les normes du Ministère, par contre. Mais, toi, tu es le chien de garde des procédures et de tout. Et je n'ai jamais imposé quoi que ce soit. »

Comment, dans ce contexte, peut-on soutenir que Guy Chevrete aurait tenté d'influencer la nomination du comité de sélection ? D'ailleurs, Mario Turcotte confirme que jamais M. Chevrete n'a pris un penchant pour une firme, et que, pour lui, il est une personne intègre (Audience du 7 mai 2014, pages 264-265) :

« Q. [1047] Bon. Et ça veut dire, à ce moment-là, que la commande du ministre était claire...

R. Très claire.

Q. [1048] ... et vous vous y êtes tenu?

R. On s'est tenu puis monsieur Chevrette m'a jamais dit aucune firme, n'a jamais, en tout cas, pris un penchant pour une firme ou pour une autre, là.

C'est vraiment par rapports aux réunions qu'on avait là, un peu les démarches que j'explique depuis... depuis hier.

Q. [1049] Et, dans toutes les... les neuf cents (900) ou mille (1000) pages de vos notes, là, vous avez pas d'intervention de monsieur Chevrette qui contredirait ce que vous venez de me dire là?

R. Non.

Q. [1050] Ça veut dire que je pourrais lire les mille (1000) pages puis je trouverais...

R. Vous pouvez les lire puis...

Q. [1051] ... rien qui contredit...

R. Vous m'avez posé la question...

Q. [1052] ... ce que vous me dites là?

R. ... pour moi, monsieur Chevrette, c'est une personne intègre qui... j'avais aucunement à douter de ça. Vous pouvez lire mes mille (1000) pages, là, puis vous trouverez rien. »

Le 1^{er} mai 2013, Gilles Cloutier a témoigné à la CEIC à l'effet qu'il aurait soi-disant soufflé à Guy Chevrette la nomination des membres du comité de sélection de la MRC. Selon la thèse de Gilles Cloutier, il aurait persuadé Guy Chevrette de mettre un terme à la magouille à St-Donat en le choquant, (« *Ce n'est pas de même qu'ils vont agir, puis ils ne saliront pas mon nom dans ma région de toujours Lanaudière.* » aurait-il dit à Gilles Cloutier, dans la version de l'histoire racontée par Cloutier en 2013) (Audience du 1^{er} mai 2013, page 141). Il aurait ensuite persuadé M. Chevrette de faire une autre magouille en influençant la nomination des membres d'un comité de sélection. Cette thèse est invraisemblable. Comment peut-on à la fois prétendre avoir fait appel au sens de l'honneur et à l'intégrité de quelqu'un pour arriver à ses fins, et l'avoir corrompu la seconde suivante ? La thèse de Gilles Cloutier est aussi incompatible avec le témoignage de Mario Turcotte mentionné ci-dessus. Si Gilles Cloutier a magouillé pour influencer la nomination des membres du comité de sélection (la preuve ne permet pas de conclure à cet égard), ce n'est clairement pas avec Guy Chevrette.

Bref, non seulement le témoignage de Gilles Cloutier n'est-il pas corroboré, mais la preuve démontre que M. Chevrette n'a pas influencé la nomination du comité de sélection de sorte que la conclusion défavorable #2 est injustifiée.

Conclusion défavorable #3 : « *En 2001, d'avoir demandé à Gilles Cloutier (Roche) que le contrat de construction de la route 125 entre St-Donat et Lac-Supérieur soit accordé à Jacques Desjardins ou l'une de ses entreprises.* »

Cette assertion de Gilles Cloutier est contredite par toute la preuve testimoniale et documentaire devant la CEIC sur ce point. Dans un premier temps, Gilles Cloutier affirme que le contrat fut donné par Roche, alors qu'il fut en réalité donné par la MRC, suite à un processus d'appel d'offres (Audience du 25 mai 2015, pages 78-81). Ensuite, Yves Lortie, vice-président chez Roche, qui était impliqué dans le dossier, précise dans son affidavit que « *[l]’octroi du contrat de construction de la route reliant St-Donat à Lac-Supérieur à l’entreprise Asphalte Jean-Louis Campeau s’est fait selon les règles en vigueur et sans traitement de faveur* ».

Guy Chevrette a lui aussi nié toute ingérence dans ce contrat. Il a aussi expliqué comment il disait souvent dans les régions et dans lesancements de projets de faire travailler des gens du coin (il était alors ministre responsable des régions). D'ailleurs, Mario Turcotte a aussi expliqué à la CEIC qu'il s'agissait de l'un des objectifs de ce projet qui figurait même dans le protocole de la MRC.

Aussi, il convient de souligner que ce contrat a été consenti aux termes d'un processus d'appel d'offres mené par la MRC, et ce, tel qu'il appert du contrat que nous avons soumis à la CEIC le 8 mai 2015. Ce processus a été mené en mai et juin 2002, et ce, alors que Guy Chevrette avait quitté la politique dès le 29 janvier 2002. Quel besoin Roche et/ou la MRC auraient-elles eu cinq mois plus tard, en juin 2002, de fausser un appel d'offres pour plaire à Guy Chevrette? Cette prétention ne fait aucun sens.

Par ailleurs, Gilles Cloutier admet qu'il était lui-même un ami des Desjardins et que les Desjardins lui avaient fait valoir directement et personnellement leur intérêt pour ce contrat. Si Roche est réellement intervenue dans l'octroi de ce contrat en leur faveur, ce que la preuve ne permet pas de conclure, Gilles Cloutier est la personne qui y avait le plus d'intérêts.

Conclusion

Le témoignage de Gilles Cloutier est faux, fluctuant, contradictoire et non plausible.

Pourquoi Gilles Cloutier ment-il ? Il l'a indiqué lui-même à la Commission en relation avec la propriété de Pointe-au-Pic:

« [4] Oui, mais c'est le fait d'être propriétaire ou pas là qui est anodin, pas ce que vous nous avez dit. Mais, pourquoi? Je ne comprends toujours pas pourquoi avoir menti sur le fait que vous étiez propriétaire, alors que vous ne l'étiez pas?

R. Bien, c'est sûr... c'est sûr que... c'est sûr, c'est par orgueil puis... C'est de l'orgueil qui est mal placé. Je disais à tout le monde depuis longtemps que j'étais propriétaire, puis je ne l'étais pas, j'étais locataire. »

La crédibilité de Gilles Cloutier a été irrémédiablement affectée devant la CEIC par le parjure concernant la propriété de Pointe-au-Pic. Toutes les affirmations du témoin doivent donc être évaluées à la lumière de ce triste épisode qui révèle le peu de respect de Gilles Cloutier pour la vérité, et sa propension à mentir de façon élaborée, n'hésitant pas à monter de toutes pièces des histoires qu'il sait fausses. Cet épisode ne peut être isolé de son témoignage comme un épisode distinct et mineur. Il y est au contraire intrinsèquement lié : de toute évidence Gilles Cloutier n'hésite pas à mentir à tort et à travers pour se donner de l'importance ou pour accomplir ses objectifs.

En l'occurrence, tout au long de son témoignage devant la CEIC, il était évident que Gilles Cloutier cherchait d'abord et avant tout à incriminer Guy Chevrette et à lui nuire. À deux reprises, il est revenu à la charge, sans aucune question de la part de la procureure de la CEIC pour bien s'assurer que l'on comprenne bien qu'il avait soi-disant « magouillé » avec Guy Chevrette (Audiences du 1^{er} mai 2013, page 219 et du 2 mai 2013, page 259). Il a retenté le coup à la fin de son témoignage en mai 2015 et aurait répété son cirque si ce n'était de nos objections (Audience du 25 mai 2015, pages 113-117).

Face à une telle situation, et le tout dit avec respect, il nous apparaît tout simplement inconcevable que la CEIC puisse prêter foi au témoignage incohérent et complètement discrédité de Gilles Cloutier, et ignorer les multiples témoignages contraires et incohérences mentionnés ci-dessus. Guy Chevrette possède une feuille de route exceptionnelle comme député et ministre de plusieurs gouvernements. Avant sa carrière politique, il a aussi été lui-même commissaire de la Commission d'enquête sur l'exercice de la liberté syndicale dans l'industrie de la construction (Commission Cliche) formée en 1974. Il a toujours été reconnu, même par ses adversaires politiques, comme un homme droit, franc, direct et honnête. Il nous paraît tout bonnement inconcevable que sa parole, laquelle est d'ailleurs corroborée par de nombreux témoins au dossier, soit purement et simplement mise de côté au profit des

allégations incohérentes (et vraisemblablement revanchardes) d'un témoin s'étant parjuré de façon élaborée, et qui adapte son témoignage au gré des circonstances.

La présente réponse écrite est soumise sous réserve de tous les droits, recours et arguments de Guy Chevette, notamment quant à l'absence de pouvoir de la CEIC de conclure défavorablement à son endroit, à l'absence d'équité procédurale que nous avons dénoncée, dont il a été et continue d'être victime, et au caractère incomplet de la preuve que la CEIC l'autorise à présenter, notamment quant à l'absence de crédibilité de Gilles Cloutier.

Le tout respectueusement soumis, à Montréal, ce 22 juin 2015,

A large black rectangular redaction box covering the signature area.

McMillan S.E.N.C.R.L.